

Rapport moral pour l'année 2021

L'année 2021, malgré les effets du COVID, a été une année très positive en termes d'accueil, d'accompagnement des personnes et d'avancée des dossiers administratifs, en particulier avec l'obtention de titres de séjour. Le rapport d'activités vous éclairera sur ces différents aspects.

Pour ce rapport moral, nous proposons de nous ancrer dans l'actualité en l'abordant sous deux angles. Les élections présidentielles d'une part et la guerre en Ukraine d'autre part.

LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LA CAMPAGNE ELECTORALE

Bien qu'un peu loin des préoccupations quotidiennes des français, certains candidats du centre à l'extrême droite, voudraient nous faire penser la présence de migrants sur notre territoire comme une mise en danger de notre société, une menace à résoudre à coups de promesses aussi démagogiques, voire racistes, qu'illusaires.

Nous proposons, à partir d'une rapide analyse des faits présentés dans quatre graphiques, de montrer combien sont fausses les assertions de ces candidats.

Il n'y a aucune corrélation entre les volontés politiques affichées et la réalité.

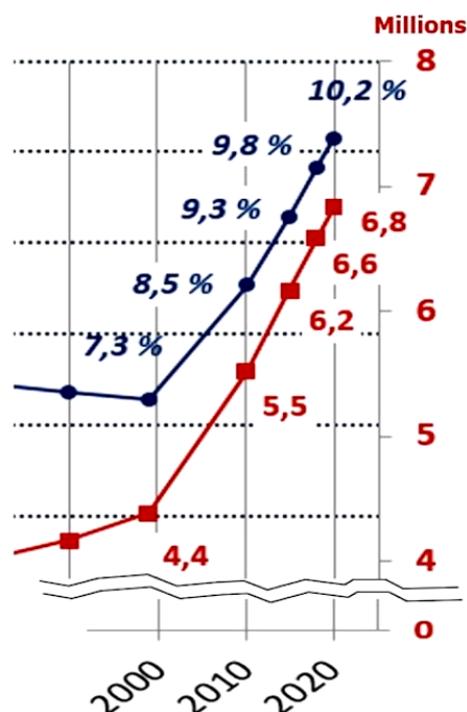
Zoom sur la période 2000-2020

Une montée de l'immigration indépendante des mandats présidentiels

J. Chirac. 1995-2007
N. Sarkozy. 2007-2012
F. Hollande. 2012-2017
E. Macron. 2017-

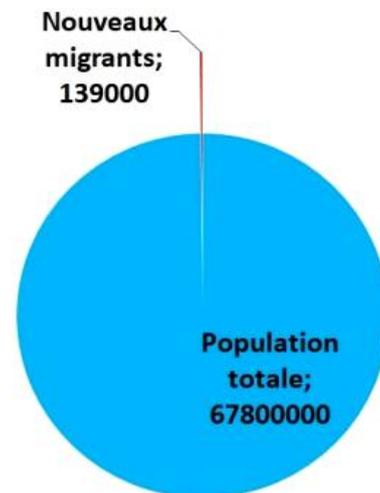
Evolution du nombre de migrants en France au cours des 30 dernières années

François Héran
Collège de France



Les migrations à l'origine d'un développement démographique très contenu.

Pour la France François Héran parle d'une « augmentation douce et régulière ». En 2020, la France a accueilli 139000 nouveaux migrants, soit 0.2% de la population totale, une quantité si ténue que l'on a du mal à la distinguer sur un graphique.

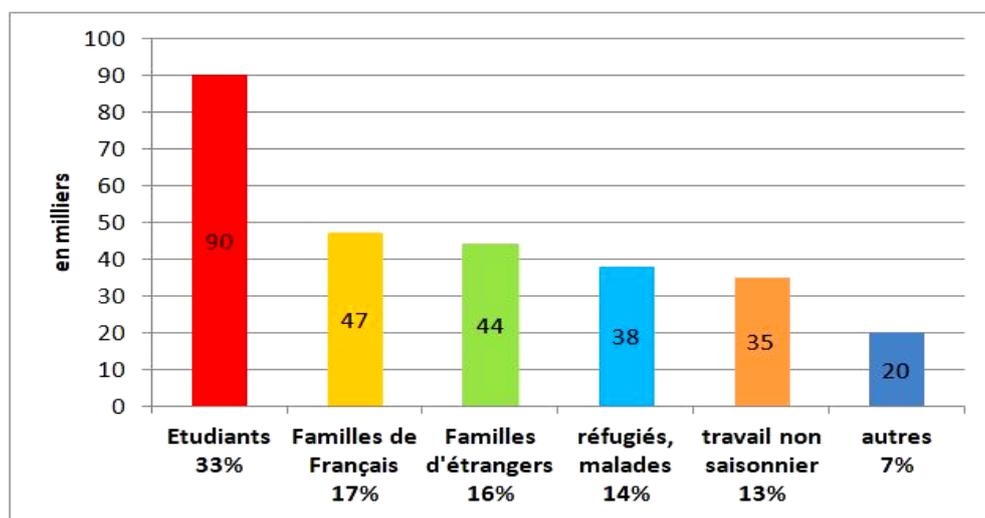


L'essentiel du discours anti-migrants se concentre sur les réfugiés.

Or ils ne sont qu'une proportion très minoritaire de la population migrante.

En 2019, sur 274000 titres de séjours délivrés pour des migrants hors UE, 14% concernaient des réfugiés, dont 1/5^{ème} en tant que personnes malades

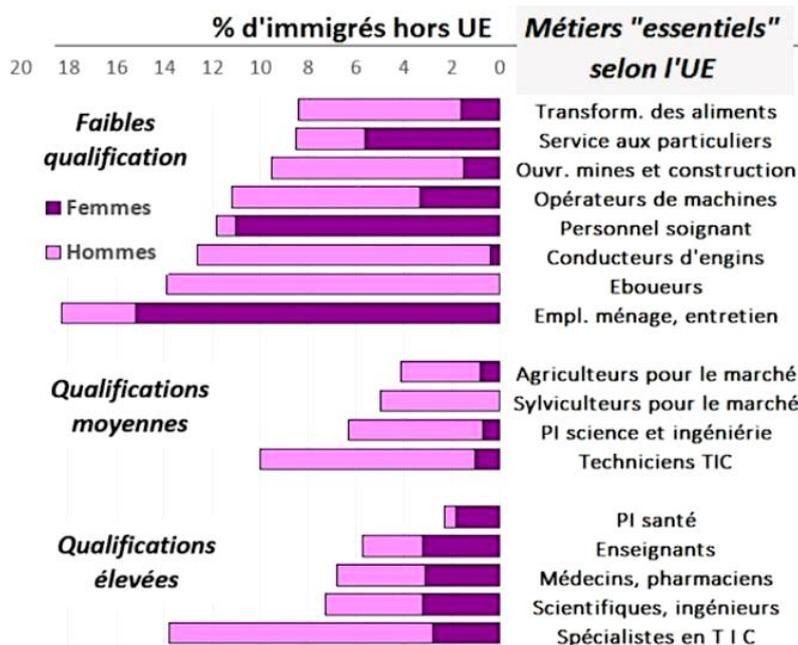
Répartition par motif
des titres de séjour accordés
aux non-européens au cours
de l'année 2019



D'après François Héran
Collège de France 2020

(source DGEF, Direction
Générales des étrangers
En France)

La place de la main d'œuvre non européenne dans le fonctionnement de notre société



Enquête emploi 2018 INSEE

D'après François Héran
Collège de France 2020

Illustration est faite à travers ces quatre graphiques qu'il n'existe pas un problème migratoire. La migration est un fait. Et réjouissons-nous de vivre dans une société multiple dans laquelle la présence des migrants est indispensable pour contribuer à la richesse matérielle, sociale, intellectuelle, culturelle et humaine de notre société.

Cependant ce qui continue d'exister c'est le traitement dégradant, le refus de reconnaître leurs droits aux personnes qui cherchent refuge dans notre pays. L'objectif de notre engagement est plus que jamais d'actualité.

Et il résonne avec le malheur du peuple ukrainien. C'est par la voix de Michel Agier que nous proposons de vous faire entendre cette mise en écho des effets de la guerre sur les populations et de son traitement que l'Europe a offert ces dernières années à tous ceux qui ont fui les conflits et pris le chemin de l'exil.

LA GUERRE ET L'EXIL DES UKRAINIENS

La lecture de l'interview de Michel Agier, anthropologue et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales paru dans Le Monde 2 mars 2022, aide à mettre en perspective la manière dont la communauté européenne aborde l'accueil de ceux qui fuient la guerre, selon le pays d'où ils viennent. Cela est de nature à enrichir notre réflexion.

Lorsqu'il s'agissait de la Syrie, de l'Irak ou de l'Afghanistan, les réactions n'ont pas été les mêmes, portant davantage sur « la crise migratoire », présentée comme un problème à résoudre. Comment expliquer cette différence de positionnement ?

L'Europe nous a habitués à aborder la question des migrations et de l'asile de façon bien plus frileuse, voire tout à fait hostile, quand il s'est agi des exilés venant d'Afghanistan, de Syrie ou du Soudan. Le président Emmanuel Macron avait eu des propos choquants sur les exilés afghans au mois d'août 2021, appelant à lutter contre les « flux migratoires irréguliers », alors même que des milliers de personnes à Kaboul étaient encore en train de courir vers l'aéroport pour tenter d'échapper aux talibans.

Ce sont les responsables politiques nationaux et internationaux qui donnent le ton. Celui qui est donné concernant les personnes qui fuient la guerre, comme en Syrie, en Irak, en Afghanistan, en Erythrée ou au Soudan, est très largement le ton de l'indifférence.

Le contraste est frappant entre la proximité amplifiée d'un côté, et la distance radicale de l'autre, à l'encontre des personnes venant des pays anciennement colonisés pour la plupart, qui restent indésirables, quels que soient les drames qu'ils vivent. La violence de la police polonaise contre les migrants syriens et irakiens à la frontière biélorusse à l'automne 2021, reste en mémoire. L'Union européenne s'était d'ailleurs manifestée pour donner son soutien aux pratiques de refoulement à la frontière de la Pologne.

Aujourd'hui, à la frontière polonaise, aux frontières européennes, ces refoulements sont inimaginables, et c'est heureux. L'heure est à la solidarité de tous avec les réfugiés. Est-ce que cela pourra faire changer le regard des politiques et du public sur la solidarité avec les personnes déplacées d'où qu'elles viennent ? C'est ce qu'on est en droit d'espérer ».

Lans en Vercors, le 09 mars 2022

Judith Nijman et Jo Ficheux, Coprésidentes de l'association.